



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Ouagadougou, 30 mars 2020

### **Communiqué de presse**

#### **La France aux côtés du Burkina Faso dans la lutte contre l'épidémie du Covid-19**

La France est solidaire avec le Burkina Faso pour lutter contre l'épidémie du COVID19 et contribue à son plan de riposte avec des actions concrètes et pragmatiques déjà mises en place en faveur **du Ministère burkinabè de la Santé** et de ses structures, comme le **CORUS (Centre des Opérations de Réponse aux Urgences Sanitaires)**, et **d'associations et ONG locales**.

Cette action se concrétise à travers différents mécanismes d'appuis techniques et financiers. Dès le début de la crise, la **France a immédiatement acquis un respirateur artificiel et du matériel médical de suivi des malades (oxymètres de pouls) qu'elle a offert au CHU Tengandogo de Ouagadougou**, dédié à l'accueil des patients Covid-19.

Une subvention a été accordée à l'association **ALIMA** qui travaille en partenariat avec **Keoogo**, une association de protection des enfants des rues et **SOS Médecins BF**, une ONG médicale. Elle permet à ALIMA d'organiser l'aménagement du circuit « patient » et du circuit des matériels médicaux et la **gestion des déchets hospitaliers** pour renforcer la **biosécurité et la prise en charge sécurisée des patients au CHU de Tengandogo**.

**La France a également doté ALIMA en matériels et en médicaments** (médicaments, intrants médicaux, équipements de protection individuelle (EPI), équipement biomédical, etc.) et formé 100 personnels de soins à la prise en charge des cas confirmés de COVID-19 et sur la prévention et le contrôle des infections (PCI).

Le **projet APHRO-CoV, financé par l'Agence Française de Développement**, a démarré et est mis en œuvre dans cinq pays africains, dont le **Burkina Faso**. Il porte sur

la **formation de cliniciens et de biologistes dans les CHU** impliqués dans la réponse au Covid-19, ainsi que des membres des CORUS (Centres des Opérations de Réponse aux Urgences Sanitaires) ; la fourniture d'équipements dans tous les laboratoires et services cliniques concernés, sous la coordination du [laboratoire de REACTing-Inserm](#).

Une **étude socio-anthropologique (réseau REACTing-Inserm)** est lancée pour étudier les rumeurs, l'influence des réseaux sociaux et la méfiance de la population et des personnels soignants. Avec le personnel hospitalier et les personnes en charge de la mobilisation sociale et communautaire du pays, les résultats de cette étude seront pris en compte dans la **stratégie de riposte**. Ce travail sera produit en lien avec les **stratégies de prévention, sensibilisation et communication** produites par les **instances nationales, régionales et internationales (OMS/OOAS)**.

**Par ailleurs**, le **laboratoire de référence de l'IRSS Bobo Dioulasso** a déjà bénéficié d'un don de la **Fondation Mérieux de 250 kits de diagnostic de confirmation du SARS-CoV2**, indispensables pour suivre l'évolution de l'épidémie et la prise en charge des patients COVID-19.

**L'ONG internationale, MSF France**, étudie la possibilité de renforcer la prise en charge des cas sévères, et la France réfléchit avec ses partenaires européens, onusiens et la Banque Mondiale, chef de file du secteur de la Santé des Partenaires techniques et financiers au Burkina Faso, à **une réorientation prioritaire de ses interventions** pour **contribuer davantage au plan de riposte élaboré par le Burkina Faso**.

Enfin, la France soutient la démarche du **Fonds Mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme**, reconstitué pour la 6<sup>ème</sup> fois, le 10 octobre 2019 à Lyon, sous l'impulsion de la France (2<sup>ème</sup> contributeur et bailleur bilatéral du Fonds Mondial), de réorienter des financements en faveur de la lutte contre la pandémie de COVID-19, en renforçant les systèmes de santé et en maintenant comme priorité la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, dont les résultats sont fragilisés par l'épidémie de COVID-19.

\*\*\*\*

**La France et ses opérateurs se mobilisent pour  
répondre aux besoins du Burkina Faso.**